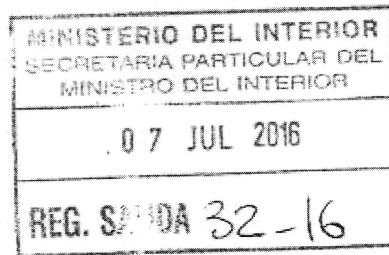




MINISTERIO
DEL INTERIOR



Jorge Fernández Díaz
Ministro

Madrid, 7 de julio de 2016

Sr. D. Nils Muižnieks
Comisario de Derechos Humanos
Consejo de Europa

Estimado Sr:

Le escribo a fin de acusar recibo de su carta de 1 de julio, que agradezco por la atención que presta a una cuestión que concita el mayor interés de nuestras autoridades, y que exige un esfuerzo y trabajo permanente a nuestras Fuerzas y Cuerpos de Seguridad, instituciones asistenciales y a nuestras estructuras de integración, tanto estatales como de la sociedad civil.

Quisiera aprovechar esta ocasión para destacar que España honra sus obligaciones como firmante de la Convención Europea de Derechos Humanos y de la Convención sobre el Estatuto de los Refugiados de 1951, así como de aquellas otras dimanantes de la normativa comunitaria. Además, quisiera subrayar que la legislación española en esta materia resulta incluso más garantista y detallada, pues no solo recoge las obligaciones previstas en el derecho internacional, sino que también regula un amplio catálogo de derechos tanto de los inmigrantes como de los solicitantes de asilo, entre los que se hallan las garantías jurídicas de identificación, asistencia letrada, médica e intérprete, mencionadas en su carta.

En cuanto a las "devoluciones" y "expulsiones colectivas" mencionadas en su carta, nuestra legislación las prohíbe expresamente, garantizando así el principio de no devolución. Cuestión distinta es el derecho y la obligación de España a custodiar y defender sus fronteras que, en el caso que nos ocupa, son también fronteras exteriores de la Unión Europea, con las implicaciones para la seguridad de todos sus ciudadanos que ello conlleva. La posibilidad del rechazo en frontera, para hacer frente a asaltos masivos, en ocasiones violentos, por puntos no habilitados como pasos fronterizos, siempre ha formado parte del ordenamiento jurídico español. En su regulación actual se hace un llamamiento expreso al respeto de la normativa internacional de derechos humanos y de protección



internacional de la que España es parte. Asimismo, como usted ha podido comprobar personalmente y refleja en el informe CommDH (2015)27 §§ 19 y 29,

sobre su visita a Melilla, la solicitud de asilo es posible en uno de los pasos fronterizos autorizados de Melilla, al igual que ocurre en Ceuta.

Los argumentos jurídicos que sustentan la necesidad de regular el rechazo en frontera, han sido expuestos ante instancias jurisdiccionales nacionales y del Tribunal Europeo de Derechos Humanos. En esta última instancia, somos enormemente respetuosos a la espera del enjuiciamiento del Tribunal, como bien conoce su Institución, personada como parte en el proceso.

En función de todo lo anterior deseo, señor Comisario, reiterar el pleno compromiso de España con sus obligaciones tanto como firmante de la Convención Europea de Derechos Humanos y de la Convención sobre el Estatuto de los Refugiados de 1951, como sujeto de la normativa comunitaria y de nuestra propia legislación nacional. Asimismo, deseo transmitirle el compromiso de las autoridades españolas con su mandato y su voluntad, como ya se puso de manifiesto en sus vistas a Madrid y Melilla en enero de 2015, de mantener una comunicación franca y fluida en un asunto en el que compartimos el mayor interés.

Reciba, señor Comisario, el testimonio de mi más alta consideración,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Juan', written in a cursive style.

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

Madrid, le 7 juillet 2016

M. Nils Muižnieks
Commissaire aux Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

Je vous accuse réception de votre lettre du 1er juillet et vous remercie pour l'attention qu'elle porte à une question à laquelle nos autorités accordent le plus grand intérêt et qui requiert un effort et un labeur sans relâche de la part de nos Forces et de nos Unités de Sécurité, de nos institutions d'assistance et de nos structures d'intégration, qu'elles soient gouvernementales ou de la société civile.

Je voudrais profiter de cette occasion pour mettre l'accent sur le fait que l'Espagne honore ses obligations en tant que signataire de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de la Convention sur le Statut des Réfugiés de 1951, ainsi que celles découlant de la législation communautaire. En outre, je voudrais souligner que la législation espagnole en la matière s'avère même plus protectrice et plus détaillée, car elle ne recueille pas uniquement les obligations prévues dans le droit international, sinon qu'elle régleme également un vaste catalogue de droits en faveur des immigrants mais aussi des demandeurs d'asile, au nombre desquels figurent les garanties juridiques d'identification, de droit à l'assistance d'un avocat ainsi que d'un interprète, et l'assistance médicale, dont fait mention votre courrier.

En ce qui concerne les "refoulements" et les "expulsions collectives" mentionnés dans votre lettre, notre législation les interdit expressément, garantissant ainsi le principe de non-refoulement. La question est tout autre quant-au droit et à l'obligation qu'a l'Espagne de protéger et de défendre ses frontières, lesquelles, dans le cas qui nous occupe, sont également les frontières extérieures de l'Union Européenne, avec tout ce que cela implique pour la sécurité de l'ensemble de ses citoyens. La question du refoulement à la frontière, pour faire face à des assauts massifs, parfois violents, à des endroits qui n'ont pas nature à être des lieux de passage frontaliers, a toujours fait partie du système juridique espagnol. Dans sa réglementation actuelle, il appelle de façon expresse au respect de la législation internationale sur les droits de l'homme et la protection internationale de laquelle l'Espagne est partie. De même, ainsi que vous avez pu le constater personnellement et qui se trouve reflété dans votre rapport CommDH(2015)27 §§ 19 et 29 sur votre visite à Melilla, la demande d'asile peut être présentée dans l'un des points de passage frontaliers autorisés et il en va de même dans le cas de Ceuta.

Les arguments juridiques qui sous-tendent la nécessité de réglementer le refoulement à la frontière ont été exposés auprès d'instances juridictionnelles nationales et de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Pour cette dernière instance, nous sommes extrêmement respectueux dans l'attente de la décision de la Cour, et votre Institution le sait pertinemment en sa qualité de partie au procès.

Compte tenu de tout ce qui précède je souhaite, Monsieur le Commissaire, réaffirmer le total engagement de l'Espagne vis-à-vis de ses obligations, que ce soit en tant que signataire de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de la Convention sur le Statut des Réfugiés de 1951, ou du fait de la législation communautaire et de notre propre législation nationale. Je désire également vous transmettre l'engagement des autorités espagnoles vis-à-vis de votre mandat et de votre volonté, ainsi que cela a déjà été mis en relief lors de vos visites à Madrid et Melilla en janvier 2015, de maintenir une communication franche et fluide dans une affaire où nous partageons le plus grand intérêt.

Veillez accepter, Monsieur le Commissaire, le témoignage de ma plus haute considération.